

**L'Institut des Deux Rives** est un *think tank*, autrement dit un « réservoir d'idées », créé début 2008 à Bordeaux par Georges VIALA\*, au bord de la Garonne. Cet institut s'inscrit dans le vaste mouvement de think tanks existant à travers le monde et bien sûr en France (exemple : Institut Montaigne)

**L'Institut des Deux Rives** est un des premiers think tanks lancé dans une région française, a un statut d'association à but non lucratif et est indépendant de toute appartenance confessionnelle ou politique. Il accueille des hommes et des femmes de la société civile exerçant leurs talents dans des domaines aussi variés que l'architecture, l'enseignement supérieur, le développement durable, la biologie, la communication, les nouvelles technologies, le journalisme, la gestion d'entreprises, la fonction publique, les associations caritatives, les activités culturelles...

Les membres de cet Institut sont porteurs d'un projet ayant pour double objectif de « *remettre l'homme au centre de la société* » et de « *bien vivre ensemble* ». Leurs travaux s'inspirent d'expériences innovantes menées dans le monde susceptibles d'une application locale dans des contextes socioculturels différents. Ces travaux sont organisés en « chantiers » auxquels peuvent être associés des experts des thèmes choisis. Ils font l'objet d'une large diffusion par tous les moyens appropriés (ouvrages, internet, conférences, séminaires, articles, émissions de radio et de télévision, etc...)

*\*Georges VIALA a dirigé pendant 17 ans (1987-2004) Bordeaux Ecole de Management (ex Sup de Co Bordeaux). Il est actuellement Président de la Banque Alimentaire de Bordeaux et de la Gironde.*

Site internet : [www.institudesdeuxrives.com](http://www.institudesdeuxrives.com)

## **CONTRIBUTIONS DE L'INSTITUT DES DEUX RIVES**

Les contributions qui suivent ont toutes un point commun : **remettre l'homme au centre du jeu** en faisant en sorte que les structures qui seront construites dans les 20 prochaines années partent des besoins, des envies ou encore des rêves des individus et non pas l'inverse.

### **CONTRIBUTION 1- Habitat**

1) Elle a pour objectif de **réduire de moitié d'ici 20 ans le pourcentage de personnes de la métropole vivant en dessous du seuil de pauvreté**. Si l'on considère que 13 % (moyenne nationale) des 700.000 habitants de la métropole – soit 91.000 personnes – vivent en dessous du seuil de pauvreté, cet objectif de réduction de moitié (6 %) à l'horizon 2030 (où il est attendu 230.000 habitants supplémentaires), cela signifie qu'en 2030, ce nombre de 91.000 pourrait être ramené à 56.000. Cela signifie que sur 20 ans près de 35.000 personnes devraient pouvoir sortir durablement de la misère.

Un moyen pour y parvenir : réduire le poids des « dépenses contraintes » (logement, énergie, assurances, remboursements d'emprunts, dépenses de transport, taxes d'habitation, etc...) qui peuvent représenter jusqu'à 75 % des revenus des ménages les plus modestes.

A partir de là, plusieurs propositions peuvent être envisagées dont la principale pourrait concerner le logement qui est le poste de dépense le plus important : pourquoi ne pas imaginer que sur les 9.000 logements qui devraient être construits chaque année pendant les vingt prochaines années (en vue d'accueillir les habitants supplémentaires), 20 % de ces nouveaux logements soient réservés aux plus démunis en leur proposant des loyers extrêmement modérés sans tenir compte des aides au logement (ex : 100 ou 200 €/mois), ce niveau de loyers étant rendu possible par une augmentation des loyers des 80 % restants. Outre cet avantage, on peut imaginer que des emplois de service dans les immeubles concernés puissent être proposés en priorité à ces personnes à revenus modestes.

2) Par ailleurs, vivre en France en 2010 ... voire en 2030 et se trouver confronté à l'existence de personnes (individus voire familles) qui n'ont pas de toit relève d'un scandale social majeur.

On ne peut supporter de continuer de cohabiter ( ?) ainsi plus longtemps.

**Nous imaginons une agglomération (métropole ?) dans laquelle le concept de SDF n'existe plus.**

Les chalets Emmaüs à 20000€ peuvent constituer un élément de réponse, mais le plus important c'est d'admettre que cette évolution est la priorité absolue.

Ce dernier point étant acté, on peut même rêver de faire un moratoire d'un an de tous les grands travaux publics dont la non urgence est systématiquement avérée par la lenteur des décisions inter-collectivités, l'objectif étant alors immédiatement atteint.

3) Enfin, certains de nos élus prévoient à l'échéance 2030 un million d'habitants vivant sur le territoire de Bordeaux Métropole, soit un accroissement de population d'environ 230.000 habitants en 20 ans. Supposons que cet objectif soit économiquement et socialement réaliste voire raisonnable. Vont se poser, bien évidemment les problèmes du logement des nouveaux « arrivants ».

**Nous souhaiterions que cette urbanisation à marche forcée ne génère pas des phénomènes de ghettoïsation :**

- ici des résidences sécurisées pour inactifs venus d'ailleurs,
- là des quartiers sous-équipés pour migrants venus d'Afrique,

ou des phénomènes de « gentrification » :

- « expulsion » vers la périphérie de l'agglomération des moins nantis comme on l'observe dans de grandes villes (New York, Londres, etc...).

**Nous souhaiterions que le critère de mixité sociale soit prépondérant dans le processus de décision de nos Elus.**

Quelques pistes à explorer :

Les Collectivités Territoriales devront se montrer plus volontaristes dans l'exercice de leur droit de préemption, afin d'éviter que la spéculation foncière ne contrarie cette politique de développement.

Les règles d'urbanisme en vigueur visant à limiter la hauteur des constructions (échoppes, maisons bordelaises) devront être révisées. Elles devront permettre des surélévations.

Des solutions innovantes ou encore peu usitées, en matière juridique et financière, devront être initiées par les Collectivités Territoriales pour inciter (sans les déposséder) les propriétaires de logements actuellement vacants, à les mettre à disposition.

Exemple : cession d'un usufruit temporaire, au profit d'entités semi-publiques, chargées de la gestion locative

## **CONTRIBUTION 2 – Alimentation**

Sachant que le « peak oil » a 95 % de chances d'intervenir entre 2020 et 2040, il est probable qu'il aura des conséquences directes sur la production agricole et donc sur nos modes alimentaires qui devraient donc très sensiblement évoluer d'ici 20 ans.

Tenant compte de cette situation, la proposition serait la suivante : prévoir au rez-de-chaussée de tous les immeubles à construire un « espace alimentaire » dans lequel ne seraient proposés qu'un assortiment de produits sains et utiles au bon équilibre alimentaire (y seraient proscrits tous les produits trop énergétiques qui nuisent à la santé ou encore tous les produits traités avec des pesticides). Cet espace alimentaire de proximité pourrait être géré par une coopérative d'habitants et serait de nature à limiter les déplacements et accessible facilement aux personnes âgées qui devraient représenter ¼ de la population de la métropole en 2030.

## **CONTRIBUTION 3 – Ressources**

1) En cohérence avec sa position géographique (près d'un fleuve et d'un océan), la métropole bordelaise a toute légitimité pour devenir un espace exemplaire en Europe sur la problématique de **L'EAU**. Au-delà de son poids symbolique « l'eau, c'est la vie », cette thématique a l'avantage de concerner tous les acteurs (particuliers, entreprises, agriculteurs, collectivités, chercheurs, étudiants, etc...) et peut être à l'origine de nombreuses initiatives :

### Exemples

- sur le plan culturel : aménagement d'un espace didactique (sur le modèle du Mississippi à Memphis) – création de fontaines par des artistes réputés
- sur le plan économique : favoriser l'implantation d'entreprises intervenant dans ce secteur
- sur le plan touristique : amplification du tourisme fluvial et des croisières
- sur le plan technologique : installation d'unités de désalinisation
- sur le plan de l'éducation : programmes éducatifs pour mieux gérer la ressource
- sur le plan de la recherche : accueil d'équipes internationales de chercheurs
- etc, etc...

2) Tout le monde perçoit les contraintes liées au développement durable, et il est évident que l'eau (ou l'économie de l'eau, au sens financier encore plus qu'en termes de ressources) sera au centre des préoccupations des années à venir.

Réserver les ressources susceptibles de devenir de l'eau potable à cet usage très particulier mais si indispensable et si bien partagé semble donc une mesure incontournable.

### **Nous imaginons une agglomération dans laquelle on distingue distribution d'eau et distribution d'eau potable.**

Tout le monde est choqué par le fait que l'on se lave, ou que l'on arrose son jardin, parmi bien d'autres usages, avec de l'eau dont on assure la potabilité.

La consommation individuelle sur la CUB semble être d'environ 58 m<sup>3</sup> /habitant/an alors que sur la base de 5l par jour et par personne le besoin en eau potable reste très inférieur à 2 m<sup>3</sup>.

C'est donc un véritable scandale que de ne pas distinguer les deux besoins.

Sans même rentrer dans l'analyse de l'origine de la ressource (que l'on pourrait parfaitement cibler), on comprend bien qu'il faut créer un réseau spécifique entièrement nouveau pour l'eau potable (peut-être cette simple remarque suffit-elle à répondre aux « décideurs » traditionnels qui balaient la proposition d'un « cela coûterait beaucoup trop cher, l'étude a été faite »).

Les travaux en cours de remise à niveau des réseaux souterrains d'adduction (eau &/ou gaz) dans Bordeaux montrent bien que ce n'est pas inimaginable.

## **CONTRIBUTION 4 – Transports**

Peaufiner un système de transports en commun pouvant conduire au remplacement complet du transport individuel sauf cas exceptionnel permettrait de conduire à une agglomération exemplaire en termes de diminution de la pollution liée aux déplacements.

Quelle belle image (réelle, et non virtuelle !) pour la CUB

### **Nous imaginons une agglomération dans laquelle les transports en commun sont gratuits.**

La gratuité des transports en commun, c'est une augmentation immédiate de leur utilisation par les usagers. L'amélioration directe ou indirecte en termes de pollution est d'une grande évidence.

Il est très étrange que lorsqu'on aborde ce sujet avec les décideurs, la réponse pour une agglomération aussi importante que la CUB soit « ce n'est pas possible eu égard à la taille, ceci ne peut s'envisager que pour de petites agglomérations ». Il y a là un paradoxe qu'il faudrait soumettre aux entrepreneurs qui n'envisagent que la croissance de leurs structures pour en assurer la survie, et ce grâce à des synergies &/ou effets d'échelles.

S'il s'avérait effectivement, que la CUB ne puisse (ou ne soit pas assez motivée pour) supporter cette charge, il faut remarquer que la découverte de l'efficacité des transports en commun conduit de façon évidente à leur utilisation. Mettre en place une gratuité pour les jeunes, ainsi que pour tous les nouveaux résidents dans l'agglomération pendant une période convenue constituerait alors une démarche initiatique qui resterait pertinente

## **CONTRIBUTION 5 – Education et culture**

1) La construction de 1.000 classes de collège et de primaire étant envisagée d'ici 2030, pourquoi ne pas imaginer qu'à chacune de ces nouvelles classes soit associé (e) un artiste ou un collectif d'artistes ou encore une institution culturelle (cf. initiative du Conservatoire dans des établissements de la rive droite), ces acteurs étant associés dès la conception de ces nouvelles classes de telle sorte que des espaces puissent être prévus pour accueillir un musicien, un sculpteur ou encore un peintre.

En effet, au-delà des initiatives existantes, il apparaît évident que la culture artistique doit être mise au cœur des projets éducatifs des vingt prochaines années pour faire baisser le niveau de violence et révéler le potentiel de créativité de chaque jeune.

2) De plus, on peut, à partir de la culture obtenir du lien, de la cohésion sociale (pour preuve, l'intégration de la dimension *culture* dans les GPV (grands Projets de Ville) dont la Rive Droite est un bel exemple. La culture et l'art doivent ainsi être porteurs de sens. Ils sont également fortement porteurs d'image.

Bien des décideurs politiques l'ont compris.

Comme on peut le lire dans l'interview d'un professeur de Sciences Po Bordeaux tiré de l'ouvrage "Economie créative, une introduction"<sup>1</sup>:

*Les politiques culturelles des cités fondent aujourd'hui leur légitimité sur le prestige.*

Exemples:

- Bordeaux, et l'organisation d'une Biennale d'Art Contemporain...

- Bayonne, candidate aujourd'hui au cercle des villes d'Art et de Patrimoine

Il semble cependant que ce levier-là: l'art et la culture, pose à la cité des problèmes spécifiques, en particulier:

- lorsqu'on a des choix à faire, en période de restriction, l'impact des investissements culturels étant difficiles à mesurer, et ne pouvant l'être que dans le long terme, on peut aisément décider de "couper" dans ces budgets-là en priorité ("l'économique et le social, n'est-ce pas là l'important?"), oubliant les fortes interactions précédemment évoquées, et laissant des acteurs de terrain, essentiels au développement de la ville, désemparés et sans moyens, **d'où l'intérêt d'une prise de conscience du rôle de la culture, et d'une réflexion sur des dispositifs et outils de mesure pertinents dans le domaine.**

Dans *Spirit* on pouvait lire récemment qu'il fallait intégrer la dimension de la culture au cœur du processus de production de la ville...

- il reste que les postes de décision constituent des postes de prestige et leur attribution à des personnes ou personnalités auxquelles il pourrait manquer -quelles que soient par ailleurs leurs compétences- des qualités essentielles comme l'ouverture, le sens du dialogue, la conscience de l'intérêt de démarches transversales, le simple bon sens... peut être extrêmement dommageables. Le système devient pernicieux, et de magnifiques et fortes initiatives peuvent ainsi être neutralisées, au détriment de la cité et de ses citoyens, **d'où l'intérêt d'une réflexion sur une meilleure gouvernance de la culture dans la métropole (prise en compte de ces qualités quand on les nomme, pouvoir partagé et intelligemment contrôlé).**

- Bordeaux porte des institutions de centralité dont le rayonnement est régional et souhaiterait partager les charges des institutions culturelles et les blocages politiques ne permettent que d'agir à la marge.

Il y a aussi depuis toujours un terreau créatif et des passionnés...<sup>2</sup>

---

1 Mollat, février 2009

**D'où l'intérêt de mettre en synergie l'institutionnel et ces richesses, et de mettre en place une politique culturelle d'agglomération.**

On peut ici faire référence à une interview récente du Président de la CUB qui reconnaissait à la culture un rôle transversal, et souhaitait faire de l'agglomération "un véritable lieu d'ingénierie et de projets".

**Nous rêvons d'une métropole qui donnerait à cette dimension une importance majeure.**

### **CONTRIBUTION 6 – Métropolisation**

**Faire de BORDEAUX une métropole créative** en y incorporant tous les ingrédients identifiés dans les travaux de l'Institut des Deux Rives et en particulier en encourageant et en attirant fortement des acteurs de tous les secteurs relevant de l'économie créative : publicité, architecture, design, mode, édition, etc... (cf. les 14 secteurs de l'EC).

A l'horizon 2030, la métropole bordelaise devrait pouvoir être reconnue comme un acteur majeur du réseau des villes créatives (réseau initié en 2004 par l'UNESCO)

### **CONTRIBUTION 7 - Economie touristique**

Comment faire effet de levier sur le patrimoine exceptionnel du territoire pour développer davantage l'économie touristique ?

**Au-delà des actions lancées par les professionnels du tourisme sur la métropole bordelaise, nous pourrions explorer le concept plus qualitatif de « tourisme créatif » qui est considéré aujourd'hui comme seul susceptible d'augmenter sensiblement le nombre de touristes et le pourcentage de ceux à plus fort pouvoir d'achat (tendance liée notamment au vieillissement de la population)**

Le tourisme créatif, qu'est-ce que c'est ? C'est une forme de tourisme qui intègre une autre forme d'accès à la culture et au patrimoine, basée sur l'expérience d'un engagement dans la vie culturelle de la ville. Après le tourisme de plage et le tourisme culturel, le tourisme créatif implique plus d'interaction avec l'environnement. Une interaction éducative, émotionnelle, sociale et participative avec un lieu, sa culture et les personnes qui y vivent. Au contact des artistes locaux, le visiteur peut apprendre voire être lui-même à l'initiative de créations artistiques.

**L'UNESCO a donné une définition officielle : le tourisme créatif est un voyage tourné vers une expérience engagée et authentique, impliquant l'apprentissage participatif des arts, du patrimoine ou d'un aspect spécifique du lieu. Il fournit un lien avec les résidents du lieu et crée cette culture vivante.**

*Ainsi, **la ville de BARCELONE** est devenue une référence en matière de tourisme créatif. Le programme Barcelone Tourisme créatif vise à permettre, à toute personne désireuse de pratiquer une activité artistique à Barcelone, de le faire dans les meilleures conditions. Cette offre touristique participative originale, qui embrasse de nombreuses disciplines (du design au théâtre, en passant par la gastronomie et la musique), permet de répondre à la demande de visiteurs à la recherche de nouvelles possibilités d'expression. Mais aussi de **renforcer l'image culturelle dynamique de la ville.***

*Avec plus de 7 millions de touristes, Barcelone est la ville d'Europe qui affiche la croissance touristique la plus forte du continent, le nombre de nuitées dans les hôtels ayant doublé au cours des dix dernières années.*

*Pour en savoir plus sur cette nouvelle forme de tourisme à Barcelone : <http://www.barcelonacreativa.info>*

Si l'on tente de transposer ce concept sur la métropole bordelaise, pourquoi ne pas imaginer des « produits touristiques » qui s'appuieraient sur les caractéristiques du territoire. Ainsi pourrait-il être proposé à des touristes des séjours d'une semaine permettant :

- de venir faire les vendanges et découvrir les techniques de vinification
- de venir suivre des stages de « rock » à la Rock School Barbey (sur le modèle des stages de tango à Buenos-Aires ou de flamenco à Séville)
- de participer à un séminaire sur les grands écrivains d'origine bordelaise
- de participer à des stages de cuisine
- etc, etc...

Par ailleurs, en s'inspirant de celui de Barcelone, un site internet « Bordeaux Créative », en réseau avec un portail du savoir et de la connaissance liant les équipements de lecture publique, pourrait être créé recensant les manifestations, festivals, cours, formations, lieux de création, lieux de répétition, de diffusion, lieux d'exposition, etc... concernant les différentes formes d'expression artistique : architecture, arts décoratifs, arts plastiques, arts de la rue, arts visuels, cinéma, cirque, danse, gastronomie, musique, sciences, littérature, théâtre, etc... Ce site - à faire référencer par les principaux moteurs de recherche - serait destiné à informer les touristes envisageant un séjour en France et bien sûr à Bordeaux afin qu'ils soient incités à participer à telle ou telle de ces activités, et à favoriser une effervescence créative connectée aux habitants localement.

## **CONTRIBUTION 8 : pour changer la mise en œuvre des politiques**

Bordeaux dans 20 ans ? Mon fils me demande de proposer que les voitures volent. Sans trouve-t-il que nous passons trop de temps en voiture, ou qu'il y en a trop que nous voyons depuis le tram ou les trottoirs de Bordeaux. J'ai tenté un jour une explication, sans doute trop technocratique. Toujours est-il qu'il m'a coupé assez sèchement en me disant qu'il n'y comprenait rien. Comment lui faire comprendre 30 ans d'atermoiements sur le transport en commun en site propre, 50 ans sur la construction d'un pont puis de deux puis de trois ou 100 ans pour décider de la construction des quais sur Garonne entre le XVIIIème et le XIXème siècle ? Sans lui infliger la comparaison, peu flatteuse, avec d'autres métropoles géographiquement ou culturellement proches de Bordeaux, et qui viendrait sur tous ces sujets mettre le doigt où ça fait mal. Depuis longtemps.

Il serait donc grand temps que dans 20 ans les forces politiques démocratiquement élues, une fois digérés les résultats du suffrage universel, accèdent à ce rêve aujourd'hui partagé par nombre de citoyens : « au boulot maintenant, faites avancer les dossiers, faites du progrès, faites du changement, faites des décisions qui feront des résultats, faites du mieux vivre ». Dit autrement « cessez l'opposition stérile, les chamailleries, les calculs personnels qui ne servent que vos propres intérêts ».

Cette chimère de la fin du XXème siècle et du début du XXIème sera définitivement terrassée à Bordeaux en 2030. Le contournement de Bordeaux aura été mené, dans les phases de concertation et planification, en 3 ans. La mise à deux fois trois voies de la rocade sera complète à l'horizon 2018, peu de temps après la livraison de la LGV. Du coup, l'impression de fluidité, d'un accès facile et d'une connexion aisée vers les autres métropoles européennes, au sud comme au nord et comme vers l'est, deviendra réalité. Dans la foulée, un transport en commun en site propre entre la gare et l'aéroport s'imposera comme une évidence. Sans parler d'un nouveau stade et d'autres infrastructures, d'autres projets traversés d'économie créative, faisant la part belle à des entreprises innovantes et de magnifiques projets culturels d'envergure mondiale, forcément mondiale. Au passage, Bordeaux Métropole démontrera l'absurdité des choix binaires qui ont prévalu jusque là : il faut choisir entre l'économie ou le social, la ville centre ou l'agglomération, la culture ou le sport, la droite ou la gauche, l'industrie ou l'écologie, le tourisme ou l'économie, le vin ou le reste. Ce sera la fin de cette débilite dictature du « ou » !

Au-delà des grands travaux d'infrastructures décidés le plus promptement et le plus respectueusement des procédures et de l'expression démocratique de tous, la dynamique ainsi créée percolera bien au-delà sur le terrain économique, culturel, sportif et social. L'heure sera à la synergie, au faire ensemble, à la recherche du bien-être commun. Le temps des élus sera enfin celui des citoyens : ces derniers veulent que changent les choses quand l'élu entend jusqu'alors retarder jusqu'à la prochaine échéance électorale la présentation de son bilan. Le temps sera aussi à la recherche d'un mieux-vivre à long terme, au-delà du terme électoral, pour tous les sujets dans lesquels la recherche a besoin du temps long.

Sera-t-il nécessaire de revoir l'origine professionnelle des élus pour garantir la bonne dose de connaissance technique par chacun des élus ? De créer de nouvelles instances citoyennes pour mettre élus et techniciens en prise réelle et directe avec l'expression citoyenne sur chaque projet ? De proposer une forme d'alliance une fois passées les élections pour que l'expression « tirer tous dans le même sens » devienne une impression ? De faire la part des choses entre l'urgence pour le plus grand nombre et celle de quelques uns ? D'avoir face à la réalité, notamment financière, une attitude raisonnée pour aider à la décision ? Nécessaire aussi la psychanalyse de Bordeaux et de son « Girondisme » pour s'expliquer, comprendre et changer le « d'où on vient » pour le « là où l'on va » ?

Toujours est-il que ce faisant, cette nouvelle gouvernance au service du plus grand nombre, avec pour locomotive un développement économique au service de l'Homme, initiera à Bordeaux un mouvement national bien plus large de réconciliation des citoyens avec la démocratie. La liberté brisant ses chaînes ne sera plus seulement une si belle sculpture si haut perchée qu'elle n'est qu'un rêve. Pour l'instant.

## **UN RESUME DES 12 PROPOSITIONS DE L'INSTITUT DES DEUX RIVES**

1<sup>ère</sup> Proposition : réduire de moitié d'ici 20 ans le pourcentage de personnes de la métropole vivant en dessous du seuil de pauvreté

2<sup>ème</sup> Proposition : le concept de SDF n'existera plus dans 20 ans

3<sup>ème</sup> Proposition : préserver la mixité sociale dans les nouveaux logements à construire

4<sup>ème</sup> Proposition : prévoir un « espace alimentaire » proposant des produits sains dans tous les nouveaux immeubles à construire géré par un collectif d'habitants

5<sup>ème</sup> Proposition : faire de la métropole une référence mondiale sur la problématique de l'eau

6<sup>ème</sup> Proposition : créer un réseau d'eau potable réservé à des usages limités

7<sup>ème</sup> Proposition : gratuité de tous les transports en commun

8<sup>ème</sup> Proposition : associer 1.000 artistes à la construction des 1.000 classes de primaire et de collège envisagées d'ici 20 ans

9<sup>ème</sup> Proposition : mettre en place une véritable politique culturelle au niveau de l'agglomération

10<sup>ème</sup> Proposition : faire de Bordeaux une métropole créative qui aura intégré le Réseau de Villes Créatives de l'Unesco

11<sup>ème</sup> Proposition : promouvoir un « tourisme créatif » à l'image d'autres métropoles (ex : Barcelone)

12<sup>ème</sup> Proposition : une nouvelle gouvernance pour être plus efficace dans les prises de décision et la mise en œuvre des projets